

Unité départementale de l'Aisne  
25 Rue Albert Thomas  
02100 Saint-quentin

Saint Quentin, le 04/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS NORD

6 rue Paul Braux  
02290 Vic-Sur-Aisne

Références : EIFFAGE\_Rinsp\_2025/61  
Code AIOT : 0005108519

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS NORD implanté Les longues Rayes 02220 Ciry-Salsogne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS NORD
- Les longues Rayes 02220 Ciry-Salsogne
- Code AIOT : 0005108519
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ISDI de Ciry-Salsogne, exploitée par l'entreprise Eiffage, est autorisée par l'arrêté préfectoral du

11 juillet 2011. L'exploitant a demandé une prolongation de la durée d'exploitation du site jusqu'au 11 juillet 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Cessation                                | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 I   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 2  | Cessation                                | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 II  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 3  | Cessation                                | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 III | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 4  | Réaménagement du site après exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article Annexe 1 Art. 5.1  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 5  | Réaménagement du site après exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article Annexe 1 Art. 5.2  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 6  | Réaménagement du site après exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article Annexe 1 Art. 5.3  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que le site a effectivement cessé son activité, toutefois cette cessation n'a pas été formalisée par les notifications obligatoires. Les contrôles réglementaires, les attestations de conformité et tout autre document nécessaire à la cessation n'ont pas pu être présentés par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. |

|                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b>                                                                                                           |
| Le site n'est plus exploité depuis juillet 2023, en revanche la préfecture n'a pas été notifiée de la cessation d'activité. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                            |
| L'exploitant doit informer la préfecture de la date de cessation de son activité.                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                       |

#### N° 2 : Cessation

|                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 II                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                            |
| La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                          |
| Aucun calendrier n'a été communiqué.                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                           |
| En complément de la notification à la préfecture, l'exploitant doit transmettre les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité.                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 3 : Cessation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.<br>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.<br>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune attestation confirmant la mise en sécurité du site (ATTES-SECUR et ATTES-MEMOIRE) n'a été produite.</p>                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir les attestations de conformité fournies par une entreprise agréée confirmant la mise en sécurité du site (ATTES-SÉCUR, ATTES-MÉMOIRE et, en cas de travaux, ATTES-TRAVAUX).</p>                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 4 : Réaménagement du site après exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article Annexe 1 Art. 5.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Couverture finale</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage indiqué au point 4.4 Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec es obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture est précisée dans le plan d'exploitation du site mentionné au point 4.5.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du préfet de l'Aisne, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Une couverture finale a été mise en place à la fin de l'exploitation, toutefois aucun justificatif attestant de sa conformité n'a été transmis.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de la préfète de l'Aisne les justificatifs attestant de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 2 mois |
|--------------------------------|

**N° 5 : Réaménagement du site après exploitation**

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article Annexe 1 Art. 5.2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                             |
|-------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements en fin d'exploitation |
|-------------------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

Après nivellement et scarification éventuelle, le terrain reconstitué est profilé selon les altimétries définies au dossier, conformément aux plans joints en annexes V-2 et V-3. La couche finale sera constituée de matériaux limoneux d'un minima de 0,30m, en vue de se raccorder aux niveaux des terrains et chemins existants et de permettre la remise en culture.

Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales dans des conditions compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. Les écoulements de surfaces sont collectés et infiltrés dans l'emprise du projet.

Le fossé aménagé est conservé sur la partie Est du terrain, permettant de recueillir l'écoulement des eaux de ruissellements du terrain et de les infiltrer. Ce fossé est bordé de plantations en haies d'essences locales. Le reste du site est rendu en valeur agricole. (Plan de l'état final en annexe V-4)  
La clôture est conservée ou non par l'exploitant.

**Constats :**

L'exploitant affirme qu'une couche de matériaux limoneux a été posée, mais aucun document justificatif n'a été produit. Le fossé sur la partie Est a bien été aménagé. La clôture est conservée par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'administration les justificatifs permettant d'attester de la mise en place effective de la couche finale en matériaux limoneux, et notamment de sa nature et de son épaisseur minimale de 0,30 m

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites |
|-----------------------------------------------|

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
|-----------------------------------------------------------------------|

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois |
|---------------------------------------|

**N° 6 : Réaménagement du site après exploitation**

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article Annexe 1 Art. 5.3 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                             |
|---------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Plan topographique |
|---------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

A la fin de l'exploitation, la société Eiffage - Travaux Publics Nord fournit au préfet de l'Aisne un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site.

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de Ciry-Salsogne.

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan topographique au 1/500.                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit transmettre à la préfète de l'Aisne un plan topographique du site à l'échelle 1/500 présentant l'ensemble des aménagements réalisés. Une copie de ce plan devra également être transmise au maire de Ciry-Salsogne |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                        |